



# Dossier de campagne

# Sommaire

Edito par Pierric Annoot, secrétaire départemental PCF 92	p. 3
Introduction	p. 5
Contre le racisme et les violences policières	p. 6
Eradiquer les violences faites aux femmes	p. 8
Une sixième République	p. 10
Pour en finir avec le racisme, l'appel à signer	p. 11
Matériel de campagne	p. 12
Propositions d'initiatives de campagne	p. 14



# Edito

par Pierric Annoot

## LIBERTÉ, ÉGALITÉ, JUSTICE, NOTRE CAMPAGNE FACE À L'OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE

Les communistes des Hauts-de-Seine proposent cette campagne contre l'offensive réactionnaire, les violences policières, le racisme et pour une nouvelle République. Il s'agit de redresser les principes républicains que les forces réactionnaires ont tant fragilisé et d'engager la construction d'une VI<sup>e</sup> République, pour laquelle nous nous battons depuis si longtemps.

De lourdes menaces pèsent en effet sur les libertés publiques, l'égalité face à la loi, l'accès de tou-te-s à la justice. Ces derniers mois, les mobilisations pour rendre justice aux victimes de crimes racistes ont pris une ampleur historique. Les attaques sexistes et racistes contre des femmes qui portent des habits trop courts, ou au contraire qui se couvrent trop (lorsqu'elles portent un voile), font l'actualité presque toutes les semaines. C'est donc aussi la laïcité qui est menacée, avec la mise à l'index de citoyen-ne-s au titre de leur religion. A Calais, le Ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin interdit de distribuer des repas aux migrant-e-s. Demain, le gouvernement prévoit de faire passer une loi sur le séparatisme, dont la finalité reviendra à trier les citoyens entre «bons» et «mauvais» français, à diviser, opposer et fracturer. Plus largement, cette loi permettra de faire de chaque opposant à l'ordre libéral, un-e suspect-e coupable de mettre en cause le «patriotisme républicain» cher à Emmanuel Macron.

Depuis le 2 juin 2020, les centaines de milliers de français-e-s qui se lèvent pour dire stop au racisme et aux violences policières portent un combat qui concerne aujourd'hui toute la société. On l'a vu depuis la Loi Travail, les Gilets jaunes et le mouvement des retraites : comment mener la lutte politique ensemble si l'on risque sa vie ? Leur bataille pour la justice, pour l'égalité devant la loi, pour la liberté de vivre, de s'exprimer et de se rassembler, c'est le combat de tou-te-s celles et ceux qui aspirent à vivre dans un monde qui place l'humain au centre. Ainsi la première phase de notre campagne, sa porte d'entrée, sera structurée autour du combat antiraciste, davantage approfondi dans ce dossier. De là, nous développerons dans un second temps nos exigences féministes, puis nous détaillerons la nouvelle République dont la France a besoin.

Ces batailles ont un fil conducteur évident. À tous les naufrageurs des idéaux de la Révolution, nous répondons : « Liberté, égalité, justice » ! Avec ce mot d'ordre, qui nous suivra tout au long de la campagne, il est possible de nous rassembler : syndicalistes, Gilets jaunes, militant·e·s féministes, antiracistes et écologistes.

À chaque pas, nous montrerons en effet que ces droits fondamentaux sont indispensables pour l'emporter sur tous les fronts du progrès social : le travail et les salaires, que les inégalités tirent vers le bas ; la démocratie des institutions, qui ne peut pas avancer quand on use de la force pour faire taire les populations ; le défi climatique même, qui nécessite, pour être relevé, la coopération la plus étroite (et donc la plus égalitaire) parmi les êtres humains.

Avec ce kit de campagne (tracts, affiches, pétitions...) et le site internet [www.liberte-egalite-justice.fr](http://www.liberte-egalite-justice.fr), nous mettons à disposition des communistes et de ceux qui veulent s'engager à nos côtés de nombreuses ressources : des matériels militants, des ressources, des outils, avec l'ambition de faire converger les volontés, les intelligences, les luttes et contribuer modestement à faire grandir ce souffle révolutionnaire dont nous avons tant besoin.



# Introduction

Cette nouvelle décennie a été marquée par une importante libération de la parole des victimes de violences sexistes et sexuelles, de violences policières et de violences racistes. Dans le prolongement des grands combats anti-coloniaux et féministes du XX<sup>e</sup> siècle, ces mouvements ouvrent la voie à une société nouvelle. S'ils marquent un nouveau tournant pour les luttes émancipatrices, force est de constater qu'ils manquent de traduction politique. Nous voulons contribuer à la construire, aux côtés de toutes les forces engagées dans ces combats. Les peuples aspirent à un monde de liberté, d'égalité et de justice : nous nous tenons à leurs côtés.

En réaction à ces mouvements, les projets politiques de droite et d'extrême droite, eux, se présentent sous de nouveaux visages, se durcissent, se massifient aussi. Depuis quelques décennies, de nouvelles droites s'imposent dans le paysage politique et médiatique pour dénigrer violemment tout mouvement contestataire qui défie l'ordre établi. Ils y défendent notamment l'idée que la gauche se radicalise, que la dénonciation du racisme et du sexisme porterait atteinte à la liberté d'expression, aux valeurs de la République ou encore à la laïcité – eux qui ont pourtant toujours combattu liberté d'expression, valeurs de la République et laïcité. Jusqu'à oser amalgamer un homme comme Edwy Plenel aux assassins de Charlie-Hebdo... Les intellectuel-le-s, les militant-e-s, les journalistes de gauche n'ont bien sûr rien à voir avec ce crime inqualifiable, que nous condamnons tou-te-s. Comment, alors, ont-ils réussi ce hold-up ? Ce sont eux qui détruisent notre modèle républicain en s'attaquant violemment aux libertés individuelles et collectives, en refusant l'égalité et la justice aux femmes et aux victimes du racisme. En réalité, ce qu'ils veulent, c'est mettre fin aux mouvements révolutionnaires et rétablir les privilèges qu'ils ont perdu – rétablir un monde où les classes populaires, et parmi elles les femmes et les victimes du racisme, sont exclues du pouvoir politique, de l'universel.

Face à cette offensive, nous ne pouvons pas nous cantonner à la critique du tournant néolibéral que connaît notre pays. Notre famille politique ne peut se laisser emporter par un chauvinisme et un nationalisme imposés par la droite et l'extrême droite. Elle risque de se retrouver à la remorque des classes dominantes. Nous ne pouvons pas non plus nous contenter d'observer de loin ces mouvements en laissant les antiracistes et les féministes porter seuls les combats pour l'égalité et la justice : ils risquent d'être isolés et battus.

Pour gagner et permettre à l'humanité d'avancer, nous devons ajouter notre poids dans la balance et faire basculer les rapports de force. Imposons les termes du débat, œuvrons à l'unité de tous les mouvements pour l'émancipation humaine, proposons de construire une communauté de destin. Au sein de notre

parti existent des militant.e-s féministes, antiracistes dévoué.e-s prêt.e-s à mener ces chantiers. Nous avons les ressources nécessaires pour jouer un rôle essentiel et rouvrir, enfin, la porte de la transformation révolutionnaire.

Cette campagne prend appui sur le site de campagne : Liberté, Egalité, Justice et s'articule autour de trois axes revendicatifs : mettre fin aux violences racistes, aux violences sexistes et sexuelles et construire une 6<sup>ème</sup> République.



## CONTRE LE RACISME ET LES VIOLENCES POLICIÈRES

Ce thème de campagne, qui est la porte d'entrée de notre mobilisation, donne lieu à l'appel qui est disponible sur le site [liberte-egalite-justice.fr](http://liberte-egalite-justice.fr).

Les forces racistes s'organisent, gagnent de l'influence et se durcissent dans la dernière période. Elles revendiquent, dans de nombreux pays du monde, le retour à des privilèges que les luttes de l'immigration, de l'anti-colonialisme ou de la fin de la ségrégation ont fait reculer.

D'abord, nous nous heurtons à l'organisation de groupes d'extrême-droite dans la police. Les récentes révélations, dans ce domaine sont les manifestations les plus inquiétantes des dangers actuels. Depuis des décennies, les citoyens et citoyennes des quartiers populaires alertent d'ailleurs sur la brutalité des violences policières et les contrôles d'identité discriminatoires dont témoignent ces agents. La banalisation de techniques d'interpellation dangereuses comme le placage ventral ont ainsi entraîné la mort tragique de nombreux jeunes dans nos quartiers. Du reste, ces violences ne sont plus cantonnées aux quartiers populaires. Dès le début des mouvements sociaux contre Macron (gilets jaunes, climat, contre la réforme des retraites), nous avons assisté à la généralisation de pratiques policières interdites : usage de grenades, emploi de la force face à des manifestants pacifiques, pratique « d'encagement », utilisations du LBD.

Ensuite, le racisme français et européen se nourrit du sort odieux réservé aux réfugiés. C'est vrai en Méditerranée, sur l'île de Lesbos, par exemple. Mais c'est aussi vrai dans l'Hexagone, avec la Jungle de Calais et les privations de droit qui y sont pratiquées, ou dans la Vallée de la Roya, avec le harcèlement judiciaire des militant.e-s accueillant les migrant.e-s.

Enfin, nous vivons dans ce climat explosif parce que, depuis des années maintenant, plusieurs médias (Valeurs Actuelles, Cnews...) ont organisé de véritables campagnes de propagande en faveur des thèses racistes d'un Zemmour, par exemple. Dans la même période, la destruction brutale d'émissions davantage tournées vers la gauche et vers l'humanisme (Le Zapping, Les Guignols...) a encore contribué à déséquilibrer la balance médiatique.

# NOS PROPOSITIONS POUR EN FINIR AVEC LE RACISME

## 1- Une véritable réforme de la police

Pour en finir avec cette situation inquiétante, nous proposons une véritable réforme de la police, interdisant les pratiques d'intervention dangereuses (plaquage ventral...), sanctionnant durement les exactions racistes et offrant une formation de meilleure qualité et de plus longue durée aux agents.

L'IGPN, qui traite les plaintes de violences policières, n'est pas impartiale et acquitte systématiquement les mis en cause, car ce sont des policiers qui contrôlent d'autres policiers. Elle doit être dirigée par des magistrats indépendants. De la même manière, les affaires de violences policières doivent être systématiquement « dépayées », c'est-à-dire que l'enquête doit être conduite par des agents qui ne connaissent pas les mis en cause.

Enfin, il n'est pas acceptable que des jeunes soient contrôlés, palpés, insultés, humiliés en raison de leur origine, de leur tenue vestimentaire et de leur lieu de résidence. Nous avons besoin que les pratiques discriminatoires et violentes de certains policiers cessent : pour cela, ils doivent avoir l'obligation de remettre un récépissé à chaque contrôle d'identité, permettant de s'assurer qu'il n'y a pas d'abus.

## 2- L'accueil des réfugié·e·s

La situation extrêmement précaire des réfugié·e·s, en particulier sans-papiers, autorise tous les abus. Nous affirmons avec force que quiconque travaille en France doit avoir le droit d'y vivre, et disposer d'une régularisation automatique. De manière plus générale, notre pays doit prendre ses responsabilités face à la crise de l'accueil qui affecte le continent. Nous accueillerons dignement les migrant·e·s et nous protégerons systématiquement les droits des militant·e·s de la solidarité.

## 3- La liberté d'expression face à la chape de plomb médiatique

Les forces antiracistes, féministes, républicaines, doivent disposer d'un droit de réponse systématique face aux campagnes haineuses de la presse réactionnaire. En effet, de nombreux médias audiovisuels (Cnews...) ou papier (Valeurs Actuelles...) se compromettent régulièrement dans des campagnes d'opinion racistes : la loi ne doit pas leur laisser le monopole de la parole et doit organiser la pluralité. De la même manière, un homme d'affaires (comme Bolloré) ne doit plus avoir le droit de prendre le contrôle d'un média pour y imposer son idéologie.



## ERADIQUER LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Partout dans le monde des millions de femmes s'engagent pour une société juste et égalitaire, dans laquelle les violences sexistes et sexuelle sont éradiquées. Depuis #Metoo, des milliers de femmes embrassent le combat féministe et se mobilisent massivement . Les vastes manifestations féministes en Espagne, en Suisse, en Amérique latine ou encore au Soudan en sont la preuve : elles en font trembler des États.

Ce mouvement révolutionnaire vise à sortir les femmes d'un carcan les contraignant, les brimant les faisant taire. Il met au cœur de ses revendications la maîtrise et l'intégrité du corps des femmes et fait de la solidarité entre les femmes le carburant de la lutte. Ce faisant, il porte l'espoir de libérer l'ensemble de la société : s'il est temps d'en finir avec les violences faites aux femmes, il est temps d'en finir avec l'ensemble des violences faites au genre humain.

Comme pour le mouvement antiraciste, le mouvement féministe se heurte à l'absence de traduction politique. De nombreuses féministes l'avancent : libérer la parole et témoigner ne suffit plus. Alors, les chiffres glaçants sur les féminicides nous le montrent, l'action politique est centrale si nous voulons mettre un terme aux violences sexistes et sexuelles.

Cela est d'autant plus vrai que face aux femmes, les réactionnaires s'organisent pour briser le mouvement féministe, leur faire peur et faire taire leurs revendications. Comme aux États-Unis, en Turquie, au Brésil, ils s'attaquent au droit à l'avortement, à la contraception, ils légitiment les violences, veulent renvoyer les femmes à la maison... Avant de prolonger leurs coups vers les syndicalistes, les salariés. Les communistes ont la responsabilité de mettre en échec ces offensives en prenant la place naturelle qui est la leur : comme nous avons promu l'extension du droit de vote aux femmes, dès l'avant-guerre, en présentant des femmes sur nos listes, nous devons aujourd'hui être porteurs d'initiatives audacieuses, aux côtés des femmes en lutte.

Serons-nous prêt.es, face à eux, pour gouverner au titre d'une véritable gauche féministe, ancrée dans les mobilisations, combative et organisée ?

Nous le savons, le mouvement féministe avance déjà des pistes concrètes pour mettre fin à ces violences. Contribuons pleinement à ces revendications pour une société de liberté, d'égalité et de justice.



# NOS PROPOSITIONS POUR EN FINIR AVEC LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

## 1- Pour la fin des violences faites aux femmes : une loi-cadre

Nous soutenons la proposition du Collectif National Droits des femmes pour un projet de loi cadre contre les violences faites aux femmes dans le domaine de la vie privée et dans la sphère publique : interdiction de la correctionnalisation des viols, extension de l'ordonnance de protection qui doit être délivrée dans les 24h, renforcement des hébergements d'urgence et les logements pour les femmes victimes de violence, formation des fonctionnaires (policiers, magistrats...) aux violences faites aux femmes.

## 2- Les violences contre les femmes ne sont pas une fatalité : 1 milliard contre les violences sexistes et sexuelles

Pour mettre en œuvre la loi-cadre et les dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes, des moyens importants sont nécessaires : embauche, formation, éducation, communication publique, etc.

## 3- L'état des lieux des inégalités nécessite d'être établi : mise en place des observatoires départementaux et régionaux de lutte contre les violences faites aux femmes, Maisons des femmes dans les territoires

## 4- Les femmes étrangères victimes de violence ne doivent pas subir de double peine : garantie de délivrance ou de renouvellement du titre de séjour



## UNE 6ÈME RÉPUBLIQUE

Pour faire face aux violences sociales, racistes et patriarcales qui étouffent notre société, nous avons besoin de créer de larges élans de rassemblement avec toutes les forces mobilisées pour le progrès humain. Nous le savons, la V<sup>ème</sup> République est en crise. Comme nous le montre le taux élevé d'abstention aux élections municipales, législatives et présidentielles, la fracture entre le peuple et ceux qui dirigent notre pays se creuse davantage.

L'autoritarisme des gouvernements successifs, et les politiques répressives qui en découlent, n'ont fait qu'accroître la crise sociale, les inégalités et les injustices. Nos libertés individuelles et collectives sont attaquées par des dirigeants qui érigent tous les opposants et les contestataires comme des ennemis de la nation : les syndicalistes prennent en otage le pays lorsqu'ils font grève, les féministes pratiquent la chasse aux sorcières lorsqu'elles dénoncent les violences sexistes et sexuelles, les écologistes sont des extrémistes de la pensée et les antiracistes des séparatistes indigénistes qui veulent détruire la République.

En réalité, c'est le régime actuel qui ne correspond plus aux exigences républicaines de solidarité, d'égalité, de liberté et de justice ni même à l'aspiration croissante de nos citoyens à un monde émancipé. Il est donc urgent de bâtir les institutions de l'avenir en partant de la seule base qui vaille, la délibération populaire. La nouvelle République dont nous avons besoin garantira les droits fondamentaux sans cesse remis en question par les réactionnaires : constitutionnalisation du droit à l'avortement, renforcement de la laïcité et de la liberté de culte, droit de manifester, pluralité médiatique, etc. Surtout, elle reposera sur la pleine implication et mobilisation des femmes et des hommes dans la construction de nouveaux rapports de forces favorables aux travailleurs et à tous les citoyens.

Ainsi notre mot d'ordre, « Liberté/Égalité/Justice », vient-il prolonger la devise républicaine « Liberté/Égalité/Fraternité » : nous voulons élargir la promesse de fraternité jusqu'au point où elle permet véritablement d'obtenir justice. Justice sociale, mais aussi justice face aux violences sexuelles, justice face aux meurtres et lynchages racistes... Nous le disons avec fierté : nous proposons d'écrire une nouvelle page dans l'histoire de l'émancipation humaine, avec le communisme en ligne de mire.

Bien évidemment, ce processus d'abolition des inégalités et des privations devra être plus démocratique à chaque instant : il suppose la mobilisation constante des populations, des travailleur-se-s. Il s'agit donc à la fois d'en finir avec la monarchie présidentielle qui, dans notre pays, confie tous les pouvoirs à un seul homme, mais aussi de bâtir des contre-pouvoirs sérieux. L'élargissement de la citoyenneté, notamment en accordant le droit de vote aux résidents étrangers, est également à l'ordre du jour. Il s'agit par ailleurs de desserrer l'étau que la finance a refermé sur les institutions, comme l'illustrent les liens parfois incestueux entre la banque, la haute fonction publique et la politique : il est temps d'interdire le « pantouflage ». Emmanuel Macron en est le meilleur exemple. Il s'agit, enfin, de garantir constitutionnellement les droits démocratiques dans l'entreprise pour en finir avec l'arbitraire patronal.



# Pour en finir avec le racisme

UN APPEL À FAIRE SIGNER SUR LE SITE : LIBERTE-  
EGALITE-JUSTICE.FR

Nos institutions doivent changer pour faire reculer, puis pour éradiquer le racisme.

Il n'est pas normal que des groupes racistes puissent s'organiser impunément dans les rangs de la police nationale. Il n'est pas normal que les migrant·e·s puissent subir le traitement qui leur est réservé dans la « Jungle de Calais » ou soient traqué·e·s aux frontières. Il n'est pas normal que des hommes politiques ou des éditorialistes passent leur temps à attiser la haine contre une nationalité, une couleur de peau ou une communauté de croyants. Dans de telles conditions, en effet, l'égalité des droits inscrite au fronton de nos mairies n'est pas garantie pour tou·te·s : la mobilisation contre l'impunité des violences policières l'a d'ailleurs bien montré.

Emmanuel Macron, en agitant l'épouvantail du « séparatisme », encourage ces tendances désastreuses. Comme toujours, il joue avec le feu, avec les inégalités, avec les préjugés. La République pour laquelle nous nous battons, née lors de la Révolution Française et ressuscitée lors la Libération, refuse l'arbitraire et l'injustice. Elle doit garantir à chacun·e l'exercice de ses droits sans discrimination : liberté, égalité et justice.

Ce vaste chantier doit commencer par un ensemble de mesures claires, urgentes, incontournables. Nous signons donc cet appel pour revendiquer :

- Une véritable réforme de la police, interdisant les pratiques d'intervention dangereuses (plaquage ventral...), sanctionnant durement les exactions racistes et offrant une formation de meilleure qualité et de plus longue durée aux agents.
- L'accueil des réfugié·e·s dans le respect de leur dignité humaine, et la régularisation automatique des sans-papiers qui travaillent en France. On travaille ici, on vit ici !
- La liberté d'expression et le droit de réponse systématique pour les forces antiracistes, féministes, républicaines. De nombreux médias audiovisuels (Cnews...) ou papier (Valeurs Actuelles...) se compromettent régulièrement dans des campagnes d'opinion racistes : la loi ne doit pas leur laisser le monopole de la parole et doit organiser la pluralité.

# Matériel de campagne

## UN SITE INTERNET CENTRÉ AUTOUR D'UN APPEL

Le site <http://www.liberte-egalite-justice.fr> est mis à disposition des communistes comme plateforme pour faire vivre cette campagne, autour de l'appel en ligne à signer Pour en finir avec le racisme.

Cet outil a l'avantage, contrairement à une pétition au seul format papier, de pouvoir être diffusé largement sur les réseaux sociaux, et même par SMS. Bien sûr, une feuille de pétition est imprimable depuis l'onglet « Matériel » du site, mais il est tout à fait possible de faire signer la pétition directement sur smartphone.

Le principal enjeu d'une pétition est l'augmentation régulière et croissante du nombre de signatures. Cela nous permet de donner du poids à nos propositions et de donner envie aux signataires de pleinement se les approprier et les faire vivre. Cela permet aussi, bien entendu, de convaincre de nouvelles personnes de se joindre à la mobilisation, notamment nos élu·e·s.

Pour atteindre cet objectif, il est essentiel que chaque section et chaque camarade participe activement à faire signer l'appel, faute de quoi la belle dynamique qui se lance aujourd'hui ne durera pas. Pour ce faire, chaque communiste est invité·e à :

- Signer l'appel ;
- Le partager par message à ses ami·e·s, sa famille, ses collègues, en leur demandant de le signer et de le partager à leur tour, afin de faire grimper rapidement le nombre de signataires ;
- Le partager régulièrement sur les groupes de sa ville sur les réseaux sociaux, comme par exemple les fameux « Tu sais que tu viens de telle ville quand... » ;
- Solliciter ta section, si ses moyens le lui permettent, pour sponsoriser à hauteur d'une vingtaine d'euros une publication sur Facebook qui partage l'appel ;
- Solliciter les personnalités marquantes de sa ville pour qu'elles signent à leur tour l'appel et que leur signature soit relayée par les réseaux sociaux de la fédération.
- Diffuser la campagne avec ses camarades de section sur les marchés, en porte-à-porte...

# LES AUTRES FONCTIONNALITÉS DU SITE

Mis à part l'onglet qui permet de signer l'appel, le site permet d'autres utilisations :

- L'onglet « Je participe », vers lequel chaque signataire est redirigé automatiquement, qui permet non seulement de s'engager dans la campagne avec les communistes, mais également de préciser de quelle manière : en militant avec le PCF dans son quartier, en diffusant la campagne sur les réseaux sociaux, et/ou en adhérant au Parti communiste.
- L'onglet « Matériel », sur lequel tout le matériel de la campagne est disponible au format PDF : les tracts qui invitent à signer l'appel, des tracts modifiables pour organiser des meetings dans sa ville, les visuels de la campagne, l'appel au format papier... Il est possible d'alimenter cette page et de proposer du matériel en envoyant un mail à l'adresse [contact@liberte-egalite-justice.fr](mailto:contact@liberte-egalite-justice.fr).
- L'onglet « Campagne », qui développe chaque bataille de la campagne pour celles et ceux qui aimeraient en savoir plus : celle pour en finir avec le racisme, celle pour l'égalité femmes-hommes, celle pour une 6e République.
- L'onglet « Actus », où l'on peut retrouver tous les rendez-vous militants à venir et des articles en lien avec les enjeux de la campagne.
- L'onglet « Ressources », où des documents sont disponibles, à l'image de ce dossier de campagne, pour aller plus loin. Une brochure sera notamment disponible d'ici à la fin de l'année pour approfondir le sens de ces batailles sur le plan théorique.

## LE MATÉRIEL PAPIER

Bien sûr, une plateforme numérique ne suffit pas à elle seule à engager des discussions autour de la campagne avec les habitant-e-s de nos quartiers. Aussi, à l'onglet « Matériel » du site, tu pourras trouver :

- Une pétition imprimable, qui permet à tou-te-s les camarades de s'emparer de la campagne. Attention : pour être comptabilisée, chaque signature recueillie par ce biais devra ensuite être entrée manuellement sur l'appel du site internet. Pour ce faire, il suffit d'aller sur la page de l'appel, d'en rentrer une première manuellement à l'adresse <http://www.liberte-egalite-justice.fr/appel>, puis de se déconnecter (en bas à droite de la page) pour pouvoir rentrer la seconde, et ainsi de suite jusqu'à les avoir toutes saisies.
- Des tracts de campagne, renouvelés régulièrement pour rebondir sur l'actualité et suivre le développement de nos batailles.
- Des tracts modifiables, afin de pouvoir inviter largement aux événements de la campagne, par exemple des réunions publiques, des meetings, des projections-débats, etc.
- Les affiches de la campagne, qu'il est possible de demander en envoyant un mail à [contact@liberte-egalite-justice.fr](mailto:contact@liberte-egalite-justice.fr), ou en entrant directement en lien avec la fédération, pour faire vivre la campagne dans ta section.

# Propositions d'initiatives de campagne

## 1- DIFFUSION DE TRACTS ET COLLAGE

Une première affiche est disponible à partir du 28 septembre avec un tract de lancement : Pour en finir avec le racisme.

Un second tract sera disponible dans les premiers jours d'octobre à l'occasion de la présentation de la loi de Macron sur le séparatisme.

Des tracts sur l'un des trois axes seront régulièrement disponibles pour rythmer la campagne tout au long de cet automne.

## 2- MEETING POLITIQUE

Partout où c'est possible, nous invitons les sections à organiser des meetings politiques sur l'un des trois axes de campagne. Ou, dans le cas où les rassemblements seraient compliqués à organiser, à trouver des voies par le biais des vidéos ou de la visioconférence pour mettre en débat les idées et les diffuser via un maximum d'outils possibles.

## 3- IDÉES DE FILM POUR FAIRE DES PROJECTIONS ET SUSCITER LE DÉBAT

4 idées de film pour lancer un débat, la liste est bien évidemment non exhaustive.

[jeunesse ; féminisme ; patriarcat]

Mignonnes de Maimouna Doucouré

Sortie le 19 août 2020, ce film nous raconte l'histoire de Amy, une pré-adolescente de 11 ans

à la recherche de son d'identité de femmes. Cette jeune fille oscille, tout au long du film, entre une éducation traditionnelle stricte et une hypersexualisation précoce. Bientôt disponible sur la plateforme Netflix.

[féminisme ; sport ; quartiers populaires]

Footeuse documentaire réalisé par Ryan Doubiago et Lyna Saoucha.

Alors que le football est un sport créé par les hommes et pour les hommes, ce documentaire vient donner la parole à des jeunes footballeuses, issues des quartiers populaires. Il dresse le portrait de plusieurs jeunes joueuses qui se retrouvent systématiquement confrontées à la misogynie, au patriarcat, au manque de moyens et à la non représentation des femmes dans le monde du football. Malgré tous les obstacles dressés devant elles, ces jeunes femmes sont déterminées à s'imposer sur les terrains et à changer les normes.

[violences policières ; quartiers populaires ; racisme]

Les Misérables de Ladj Ly

Les Misérables est un film éminemment politique qui débute par les moments de liesse dans les rues de Paris après la victoire de l'équipe de France finaliste de la Coupe du Monde de football de 2018. Un moment fédérateur, lors duquel le peuple français, dans toute sa diversité, chantonne la Marseillaise et brandit le drapeau tricolore. C'est pourtant vers la brutalité des violences policières que le film nous emmène. C'est l'histoire de Stéphane, policier qui intègre la Brigade anticriminalité de Montfermeil. À travers un drone qui filme le quartier, on découvre les tensions entre groupes de jeunes, les habitants et les policiers.

[féminisme ; racisme ; LGBT]

Ouvrir la voix de Amandine Gay

Ouvrir La Voix est un documentaire sur les femmes noires Françaises. C'est un film qui met au cœur les expériences de racisme vécu par les femmes noires: discriminations scolaires et professionnelles, place des femmes d'origine africaine dans l'imaginaire collectif, statut des lesbiennes dans la communauté noire...

[racisme ; USA ; violences policières]

The Hate U Give de George Tillman Jr

Starr, personnage central du film, assiste à la mort de son meilleur ami d'enfance tué par balles par un officier de police. Tout au long du film, elle se battra pour que justice soit faite. «The Hate U Give» est donc un véritable plaidoyer pour le rétablissement d'une vraie justice face aux crimes policiers aux États-Unis.

## 4- RENOMMER SYMBOLIQUEMENT LES RUES, LES PLACES...

On propose de lancer courant octobre des opérations de re-baptême de noms de rue et de lieux symboliques pour travailler sur l'aspect mémoriel des luttes féministes, anticoloniales et sociales. L'intérêt est double : permettre une réappropriation de l'espace et de la mémoire collective avec des actions symboliques ; mener des actions qui ne nécessitent pas de rassemblement tout en étant publiques et facilement diffusables sur les plateformes, réseaux et médias.

## 5- 25/11 : JOURNÉE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Nous imaginons inscrire dans le calendrier de campagne cette journée et créer les conditions pour permettre une participation large, rassemblée avec toutes les forces féministes du département.

## 6- FAIRE VIVRE LE SITE DE LA CAMPAGNE : UN OUTIL DE RAYONNEMENT À S'APPROPRIER

Le site de la campagne a été pensé non seulement comme une plateforme pour faire rayonner notre campagne, mais aussi comme un lieu de ressources alimenté par les campagnes locales.

Liberté · Egalité ·  
Justice